

Pourquoi il y a trop peu de places d'accueil pour la petite enfance

■ Les initiatives atypiques ne sont pas assez aidées, avance notamment le sociologue Alain Dubois.

Pour les jeunes parents, trouver une place en crèche, c'est un parcours d'obstacles. L'accueil de la petite enfance reste un point délicat en Belgique francophone. *"Même si, quantitativement, la situation s'est améliorée, l'offre reste insuffisante. C'est particulièrement vrai à Bruxelles, où la création de nouvelles places permet de maintenir le taux de couverture. Mais on galope derrière la natalité. On a mal anticipé"*, indique Alain Dubois, sociologue, ex-administrateur délégué du Centre d'expertises et de ressources pour l'enfance (Cere). Cette ASBL fondée en 2006 travaille sur des projets visant à promouvoir l'égalité entre les enfants.

Dans une étude en forme de bilan pour les 10 ans de l'ASBL, Alain Dubois identifie les causes qui expliquent que l'offre reste insuffisante. Ainsi, les acteurs atypiques ne sont pas assez soutenus, dit Alain Dubois. *"Ceux qui créent des structures novatrices, en particulier dans les quartiers difficiles, ne sont pas suffisamment reconnus et aidés"*, explique le sociologue.

"Il faudrait réfléchir à l'envers"

Exemple : Les amis d'Aladdin, à Schaerbeek. Cette ASBL a été fondée dans l'optique d'accueillir et

d'accompagner les familles. On y trouve un accueil des 0-3 ans dont les parents sont en insertion sociale ou professionnelle, une halte-garderie, des tables de conversation... *"Ce milieu d'accueil, qui ne rentre pas dans la case 'crèche' de l'Office de la naissance et de l'enfance (ONE) cumule des réponses à des besoins différents mais elle doit mobiliser des moyens alternatifs pour se financer. C'est un peu stupide."*

De telles structures doivent jongler avec les points APE (aides à la promotion de l'emploi) du Forem, les ACS (agents contractuels subventionnés à Bruxelles), des partenariats... Au prix d'une précarité et d'une incertitude pour l'avenir. *"Ne faudrait-il pas réfléchir à l'envers et créer un cadre à partir de ce qui existe sur le terrain ?"*

Les villes wallonnes et bruxelloises hésitent, comme Genève ou Lyon, à développer un réseau d'accueil vraiment diversifié, regrette le chercheur. La complexité institutionnelle et l'impécuniosité de la Communauté française n'aident pas : on fait appel aux Régions pour financer les infrastructures et l'emploi. Mais est-il acceptable que l'emploi des puéricultrices dépende autant des programmes de résorption du chômage ? *"Poser la question, c'est y répondre."*

Autre problème identifié par le chercheur : la rigidité de la réglementation appliquée par l'ONE. Bonne chance à une entreprise de titres-services qui veut aider ses aides ménagères à trouver une place en milieu d'accueil ! *"Le plan Sema (pour Synergies Employeurs-Milieus d'Accueil) est un échec. Il n'existe pas une place dans un milieu d'accueil ONE. Cela ne marche pas parce que ce n'est pas flexible."* A l'inverse, cela fonctionne avec Kind en Gezin, plus pragmatique et plus souple.

Gros hic avec l'ONE

Le gros hic avec l'ONE ? *"C'est le même organisme qui autorise, contrôle, agréé, subventionne et conseille le gouvernement sur la législation qu'il devra ensuite appliquer."*

La réglementation appliquée par l'Office de la naissance et de l'enfance est très rigide.

Cet office ne pourra plus longtemps cumuler tous les rôles, es-

time le sociologue.

Il manque, enfin, un décret spécifique de la Fédération Wallonie-Bruxelles relatif à l'accueil de la petite enfance. *"Il faut cesser de confondre l'organisme de référence (l'ONE) et l'objectif politique, soit le droit à un accueil diversifié pour toutes les familles et tous les enfants."* Voici en tout cas matière à réflexion pour la ministre CDH de l'Enfance, Alda Greoli.

An. H.